

hebdo communiste des P.-O.



chaque vendredi 2€

Le Travailleur Catalan l'hebdo



Retraites :

l'affaire de tous !

2 € - N° 4090 - Du 7 au 13 novembre 2025



• **Saint-Jacques**
Une rénovation baclée p. 4/5

• **Élevage P.-O.**
L'abattage contesté p. 6

l'Édito

de Michel Marc

“Dangers multiples



Le monde va mal. Passons vite sur les guerres, sur le règlement violent des conflits de tous ordres, sur les détresses en Afrique, au Moyen-Orient et en Ukraine, sur les destructions des êtres humains et des biens. L'humanité, dans tous les sens du terme, est menacée. Quelques états, dans le monde, mettent en danger la planète entière. Ajoutons les menaces dominatrices des USA à l'égard de l'Amérique latine, le blocus de Cuba, la course engagée au surarmement dans le monde, en France et ailleurs, l'absence de volonté d'agir pour la paix de la part des pays dominants.

Assurément, si les peuples ne s'en mêlent pas...

La France va mal. Comme ailleurs, les puissances économiques nationales et internationales, capitalistes, écrasent les notions d'intérêt commun, de solidarité, d'égalité, de société, de progrès et de préservation de la planète. Elles sont au pouvoir. Elles sont aussi les hauts-parleurs de leurs propres intérêts. On n'est jamais aussi bien servi... Pédagogie oblige. Le bonheur n'est plus à l'ordre du jour. Délocalisations industrielles, pressions sociales sur les salaires et les pensions, remise en cause du formidable principe solidaire des cotisations sociales, services publics, qui appartiennent à tous, affaiblis. Les milliards improductifs « *spoliés* », parfois financés par de l'argent public, sont protégés avec les griffes et les chroniqueurs. Le Medef, le RN, les partis de droite sont en ordre de bataille. Ils attaquent, ensemble. Assurément, si le peuple ne s'en mêle pas...

Le département va mal. L'immense détresse des éleveurs locaux en est un exemple. Le chômage est en hausse, encore, pour une place de second département de France dans le domaine du sous-emploi et de la pauvreté. Les friches et les arrachages se multiplient. L'autoritarisme grandit. Assurément, si les citoyens « *catalans* » ne s'en mêlent pas, ...

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

La situation de notre journal nous amène à faire appel à votre solidarité. C'est avec solennité que nous en appelons à votre mobilisation. Le contexte économique marqué par l'inflation, la crise de la presse, la baisse des recettes publicitaires pèse lourdement sur notre trésorerie pour faire face aux dépenses et ce dès à présent. Chaque semaine, nous mobilisons des énergies considérables pour sortir un journal de qualité et par ailleurs répondre aux enjeux

contemporains de l'information afin d'accroître notre rayonnement et notre visibilité. Notre journal garde une originalité précieuse dans le paysage médiatique de notre département, en étant engagé et indépendant. Cette indépendance a un prix, nous ne pouvons compter que sur cette bataille populaire et donc sur vous. Chaque souscription même modeste sera un point d'appui pour que perdure notre journal. **Nous comptons sur vous !**

LE TRAVAILLEUR CATALAN



Je fais un don de € au profit exclusif du

et je libelle mon chèque à l'ordre : presse et pluralisme
Opération Le Travailleur Catalan

à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Nom : Prénoms :

Adresse :

Code postal : Ville :

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0625C84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet/ Jean Pouech
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon
PHR



Habileté à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Retraites



Le choix de société en question

Les syndicats et les associations de retraités sont vent debout contre les projets de « Réforme des retraites ». Ils argumentent sérieusement, proposent des alternatives et posent la question : « Quel type de société voulons-nous pour demain ? ».

La FSU, la CFTC, Solidaires, la CGC CFE et la CGT poursuivent leurs actions, ce jeudi 6, dans le département et partout en France. Les associations de retraités s'activent, elles aussi, sur le même terrain : la SFR 66 (CGT), l'UNRPA 66 (Union nationale des retraités et personnes âgées), la FGR-FP 66 (retraités fonction publique). Enfin, et ce n'est pas négligeable, l'environnement citoyen reste favorable au retrait de la loi. L'opinion publique, au grand dam du gouvernement, du MEDEF et de la droite toute entière, persiste et signe. Plus de 70 % des français contestent ce projet comptable et sociétal.

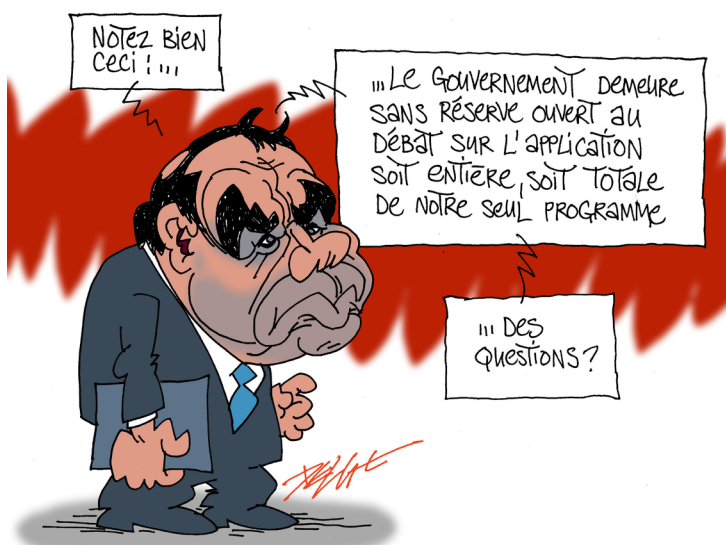
Les attaques prévues : moins 350€ par an par retraité(e) en moyenne !

Gel des pensions en 2026 avec sous-indexation probable jusqu'en 2030 et gel de la retraite complémentaire Agirc-Arrco - Suppression de l'abattement de 10 % remplacé par un forfait de 2 000€ (des personnes non imposables le deviendront et perdront des prestations sociales) - Doublement des franchises médicales (les personnes âgées étant celles qui ont le plus besoin de se soigner) - Gel de l'ASPA, allocation de solidarité aux personnes âgées. L'intersyndicale réclame l'annulation de l'ensemble de ces dispositifs comptables et, « concernant la réforme des retraites, nous prenons acte de sa suspension, mais réaffirmons l'exigence de son abrogation ». Dans le communiqué commun, les choses sont claires.

Faire face à l'indécente tentative d'opposer les générations

Les « boomers », cette génération « égoïste » ou « les privilégiés des trente glorieuses », ainsi sont qualifiés, assez souvent par les ministres, la presse et les plateaux télé les retraités d'aujourd'hui. Ignoble. C'est vite oublier qu'un pourcentage très important d'entre eux (plus de deux millions) se trouve sous le seuil de pauvreté et vit dans le dénuement le plus sévère. C'est faire abstraction du poids économique, s'agissant de la consommation intérieure et du tourisme, de millions de retraités. C'est passer sous silence le rôle joué par les mêmes dans les associations, oublier le soutien qu'ils apportent à leurs familles (enfants et petits-enfants), et qu'ils sont, dans leur immense majorité, solidaires des actifs. Enfin, sans jamais poser la question de l'emploi, de la réduction du temps de travail hebdomadaire, maintenir l'âge de départ à la retraite à 64 ans, incontestablement, c'est retarder toujours plus l'entrée dans la vie active des jeunes générations, c'est les maintenir dans la dépendance de la solidarité nationale. « Nous combattons cette pseudo guerre générationnelle que l'on voudrait nous imposer » s'engagent ainsi les associations et les syndicats signataires. Chacun sent bien

Budget Lecornu : que reste-t-il à négocier ?



qu'il s'agit là d'un choix de société en marche. Pour l'exemple, aux USA, trente millions de retraités vivent dans la misère, et l'espérance de vie moyenne est en baisse pour la première fois dans l'histoire d'un pays moderne industrialisé !

85 milliards d'exonération de cotisations sociales !

Les moyens de « financer » la retraite existent. Évoquons les quatre-vingt-cinq milliards d'exonération de cotisations, et l'écart encore grand entre les salaires versés aux femmes et ceux versés aux hommes qui rapporterait quelques milliards supplémentaires. Cela suffirait à équilibrer les comptes et à augmenter les petites pensions. La France est un pays riche, qui produit des richesses. Et les principes de la « Cotisation Sociale », du « salaire différé » restent à défendre, comme une valeur centrale de la République. Le RN, le gouvernement, la droite et les banques qui proposent à qui mieux mieux leurs « produits » financiers et leurs plans-retraite par capitalisation, aimeraient s'en émanciper. Défendre ces principes solidaires est un combat majeur d'aujourd'hui. À l'Assemblée nationale, mais surtout dans la rue.

Michel Marc

Annonces

→ Rifle de Loisir Solidarité des Retraités

Samedi 8 novembre à 14h30 – Salle des fêtes de la mairie – Elne.

→ Remue-méninge. Cinq leçons sur la psychanalyse de Freud animé par Patrick Venturini, psychiatre perpignanais et Jean Malik Lemaire

Mardi 18 novembre à 18h – Maison des communistes, 44 avenue de Prades – Perpignan.

Rénovation urbaine à Perpignan. Les vieux quartiers, dont Saint-Jacques

Polémiques, controverses et, plus simplement points de vue. Nous recueillons donc ci-dessous plusieurs témoignages, pour permettre à chacun d'alimenter ses réflexions. Celui de Jean-Bernard Mathon, co-président de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine artistique et historique roussillonnais (l'ASPAHR) et passionné de la valeur patrimoniale des objets, des bâtiments et des quartiers, au sens large du terme. Celui de l'élue départementale communiste du quartier Saint-Jacques, Françoise Fiter. Et enfin, quelques données recueillies par le signataire de l'article auprès des services municipaux concernés. Il y a donc un enjeu. Parce qu'une rénovation n'est jamais neutre dans sa mise en œuvre. Le long terme est ainsi interrogé. Le maire actuel, Louis Aliot, ainsi que son prédécesseur, Jean-Marc Pujol, sont critiqués. Parfois vivement. Depuis l'excellent et complet rapport Borloo, en 2018, vite mis au panier par le président Macron, (trop coûteux !) qui rassemblait l'ensemble des problématiques et évoquait les pistes pour les affronter (misère, environnement, logement social, emploi, équipements publics...), les dispositifs en cours peinent à répondre pleinement aux questions posées et à structurer l'avenir.

« Il n'y a aucune vision d'avenir »

Françoise Fiter est la conseillère départementale du quartier Saint-Jacques, et de celui du Champs de Mars, tous deux concernés par les dispositifs nationaux déjà anciens de rénovation urbaine. Éluë depuis 2015, avec son binôme Rémi Lacapère, elle connaît ce quartier, ses habitants et les associations qui s'y activent.

« C'est un des quartiers les plus pauvres de France » précise-t-elle, « et rien n'est jamais facile ». « C'est aussi un quartier très ancien, avec des habitudes, une culture, une diversité, une histoire et des bâtiments anciens dont certains, sans aucun doute, méritent d'urgence une rénovation ». Elle rappelle ensuite les émeutes de 2005, les tensions latentes, la pauvreté, sans jamais évoquer lors de l'entretien les « communautés », préférant les termes d'habitants, de citoyens, de population. Sans aucune démagogie, elle sait que les questions posées sont complexes. Elle ne le cache pas.

On apprend les démolitions au dernier moment !

« Il y a toujours cette crainte de la population. Les habitants nous disent ne pas savoir, et apprendre les démolitions au dernier moment. Depuis Pujol, les concertations sont inopérantes. Il y a bien ces constructions de logements HLM place du Puig, (une quinzaine), mais ça ne suffit pas à rassurer ni à dessiner un avenir. Rien n'est facile, j'en conviens, mais dans ce cas, cela devient contestable. Le renouvellement urbain tel qu'il s'opère aujourd'hui ne s'accompagne pas par de projets structurants visibles, concernant la santé, l'emploi ou d'autres équipements. Les choses sont décidées, les destructions se poursuivent et c'est tout. Point final. Des parkings et rien d'autre.

Rien n'est perceptible concernant le futur à moyen et long terme du quartier ».

Les habitants absents des « concertations »

« Lors des comités de pilotage, auxquels je participe, il n'y a jamais de représentants des habitants. C'est embêtant quand même. C'est un vrai problème. Et les associations, si précieuses pourtant dans le quartier, non plus. À ce propos, l'une d'elle a disparu, « le fil à métisser », malmenée et privée de ressources par la mairie. Ses activités, si importantes humainement, n'ont pas été remplacées. Même si un pôle santé a été créé, avec des permanences tenues par le CMP (Thuir), l'enfance catalane, Sauvy. Il y a aussi les travailleurs sociaux du Conseil départemental qui interviennent dans le quartier ». Rappelons que la « Casa musical », l'institut Jean Vigo, et l'association Jazzèbre travaillent sur ce secteur, enrichissant le corpus sociétal, et mettant tout en œuvre pour que l'accès aux pratiques et à la culture soit ouvert à tous les publics. Françoise Fiter conclut : « le problème est polymorphe. Il est avant tout social, mais aussi patrimonial, es-



Françoise Fiter et Jean-Bernard visitent le quartier.

thétique et démocratique. Nous ferons ce qu'il faut pour faire avancer l'ensemble, avec les gens eux-mêmes ».

M. M.

Le Travailleur Catalan l'hebdo



Abonnez-vous
au numérique pour
5,50€/mois



Rénovation du quartier Saint-Jacques à Perpignan : quelques questions/réponses

Le NPRNU, " que es això "? Le Nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU), lancé en 2014, a pour but « d'aider à la transformation des quartiers prioritaires de la politique de la ville ».

Rénovation du quartier Saint-Jacques : habitat salubre ou promotion immobilière ?



Quelle en est la philosophie ?

Les points essentiels sont :

- Transformer l'habitat et les équipements publics pour favoriser l'attractivité d'un territoire, d'un quartier.
- Augmenter la diversité de l'habitat, renforcer l'ouverture des quartiers.
- Favoriser la mixité sociale, le confort de vie et la sécurité pour ceux qui y vivent.
- Les actions visent aussi la réduction des îlots de chaleur, la rénovation des rues, l'efficacité énergétique et la transition écologique.

Comment les projets sont-ils financés ?

Chaque projet peut bénéficier, s'il est éligible, d'une aide de l'État autour de cinquante pour-cent de son coût.

Quelles réalisations à Perpignan ?

- Il peut s'agir essentiellement de la rénovation des voies et des places publiques avec, le cas

échéant, création de zones piétonnes. On peut citer : rue des Augustins, place des Poilus, place Rigaud, rue Zola, rue Lluçia.

- Il peut aussi s'agir de rénovations de bâti dégradé, avec, selon le diagnostic : démolition/reconstruction ou réhabilitation /reconversion ou « *dédensification* » (aération du tissu urbain) ; quelques exemples : l'Université en centre-ville, le Campo Santo, la place du Figuier, le commissariat de la place Cassanyes devenu aire de jeux...

Qu'en est-il des îlots de Saint-Jacques dont la démolition doit intervenir dans les prochains jours ?

Il s'agit dans un premier temps de démolir des immeubles qui menacent de s'effondrer, comme cela s'est déjà produit dans le quartier, et qui feront vraisemblablement l'objet une reconstruction partielle.

Réponses recueillies par J. Viloroja

Une vision destructrice de court terme

J. B. Mathon, co-président de l'ASPAHR à répondu à nos questions.

Lorsqu'on évoque la réhabilitation (rénovation) d'un vieux quartier, dont Saint-Jacques, de quoi parlez-vous ? (financements, objectifs affichés, calendrier...). Quel est le point de départ ?

Le quartier Saint-Jacques a deux gros handicaps : c'est un des quartiers les plus pauvres de France et le patrimoine bâti est très dégradé avec plus de la moitié des immeubles insalubres et 30 à 40 % des logements vacants. Mais, en contrepartie, il a plusieurs atouts : c'est un quartier populaire en centre historique, il est en secteur sauvegardé avec un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) censé préserver le patrimoine bâti, c'est un quartier « *politique de la ville* » qui permet d'obtenir des aides spécifiques et il est inscrit au programme national de rénovation urbaine (NPNRU) avec subventions de l'État et de l'ANRU notamment.

Perpignan, où en est-on ? Il y a des contestations. De quelle nature ?

La mairie de Perpignan, l'État et l'ANRU ne jouent pas le jeu : la concertation avec les habitants est inexistante, le périmètre du NPNRU a été très largement réduit et pour l'heure l'essentiel des financements publics ont été fléchés sur l'installation de l'université en centre ville.

De nombreux citoyens, lorsque l'on parle de « démolitions »,



approuvent, pour des raisons de « bon sens » et de sécurité. Ont-ils raison ?

Depuis 10 ans, les deux maires successifs ont fait démolir près de quatre-vingt immeubles à Saint-Jacques, sur la base d'expertises qui ne sont jamais communiquées.

À Saint-Jacques, nous avons à faire à un bâti ancien, en partie avec des structures datant de l'époque médiévale ; il y a nécessité de faire appel à des experts compétents dans ce type de construction. Ce que l'on constate c'est que rien -ou très peu- n'est fait pour mettre hors d'air et hors d'eau le bâti dégradé et consolider les structures. Dans le meilleur des cas, on

pose à grands frais des étais et on se contente d'observer sans rien faire, puis de prendre un arrêté de péril et de démolir. À ce rythme, dans 20 ans il ne restera presque rien du quartier historique et populaire de Saint-Jacques. La mairie agite le spectre des effondrements, mais ne fait pas grand-chose pour les éviter.

Existe-t-il des propositions alternatives ? Quel pourrait être le projet de long terme ?

Une autre politique est possible. Pour cela, il faut réorienter le projet de rénovation du quartier Saint-Jacques. Il faut cesser de démolir, car c'est coûteux et que cela détruit le paysage urbain historique. Une ville, surtout méditerranéenne, ce n'est pas du vide, surtout qu'à Perpignan on a besoin de logements et de ré-habiter la ville pour lui redonner du dynamisme. Les moyens doivent être orientés vers le diagnostic, les mesures de conservation d'urgence pour éviter la dégradation du bâti, et réhabiliter. La commune, propriétaire de dizaines d'immeubles, doit montrer l'exemple et produire des logements rénovés et aux normes d'hygiène. Il faut mobiliser toutes les aides possibles pour aider les propriétaires à réaliser les travaux de réhabilitation. Un vaste chantier peut s'ouvrir qui donnera du travail aux entreprises, aux artisans, créera de l'emploi. Et il faudra faire en sorte que les habitants du quartier, notamment les jeunes, soient employés et associés à la rénovation.

Propos recueillis par Michel Marc

Élevage. Dermatose nodulaire contagieuse

Silence, on tue



La détresse et la colère des éleveurs locaux ne cessent de s'exprimer.

L'avenir de la filière bovine est en jeu. L'abattage systématique est contesté, arguments à l'appui.

La Confédération paysanne 66 est sur le pont. Le défi à relever est immense.

La musique des cloches s'éteint dans les fermes et les prés au fur et à mesure de l'abattage des vaches. Il suffit qu'un animal soit suspecté de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) pour que le troupeau entier, même s'il n'est pas malade, soit abattu. Dans tout le pays, des éleveurs se rebellent face à l'État suspecté de vouloir exporter à tout prix. Par solidarité envers les paysans confrontés à la cruauté et à ce qui est vécu comme de la perfidie des autorités sanitaires, la population locale répond présente aux appels de détresse des éleveuses/éleveurs des P.-O.

Branle-bas de combat

La Confédération paysanne 66 a conduit la riposte dans les cantons touchés en organisant une manifestation de protestation à Prades (photos) avec signature d'une pétition originale sous forme d'arrêté. Plus de 300 personnes ont soutenu et signé le texte. « *Stop au massacre* » scande le syndicat qui revendique « *l'arrêt de l'abattage total, la modification de la réglementation européenne, la sauvegarde des éleveuses/éleveurs avant le commerce international.* » et préconise : « *laissons la couverture vaccinale prendre le relais !* ».

Ce lundi 3 novembre, avec un certain nombre d'élus, une cinquantaine d'éleveurs ont bloqué la D 66 au niveau de Thuès entre Valls.

À qui profite le crime ?

L'abattage systématique est bien une mesure prévue par le règlement européen, mais dont le choix relève du niveau national donc de l'État français, sous réserve du contenu de deux actes d'exécution dont la rédaction est occultée au public. Le vaccin utilisé en France est promu par l'Alliance mondiale pour les médicaments vétérinaires destinés au bétail (Globale Alliance et GALVmed), cofinancé par le gouvernement britannique et la « *philanthropique* » Fondation Gates (Bill) qui vise à

façonner le marché des vaccins. Par ailleurs, une société néerlandaise « *avec pour engagement de réduire notre dépendance à l'élevage dans la production de bœuf* » a déposé une demande pour commercialiser en Europe sa graisse de bœuf cultivée en laboratoire. Le choix : viande d'élevage ou viande synthétique ?

Vide sanitaire français

Selon les autorités sanitaires, il n'existerait aucun traitement efficace. Or, une étude indienne publiée en juillet 2023 démontre l'efficacité totale de certaines molécules.

Après quatorze jours, les animaux se sont complètement rétablis et ne présentaient plus aucune lésion nodulaire. La WOAH (Organisation mondiale de la Santé animale) affirme que la vaccination est l'outil le plus efficace pour contrôler et même éradiquer la maladie, plus efficace et souvent moins coûteux que l'abattage systématique. L'EFSA (agence scientifique de l'Union européenne) a démontré que la vaccination réduit beaucoup plus la propagation de la DNC que l'abattage seul.

Bœufs contre voitures

La Confédération paysanne n'est pas dupe : « *ne laissons pas notre travail, patrimoine génétique, troupeaux, partir en fumée pour des histoires de commerce international.* » en référence à l'accord de libre-échange UE-Mercosur. En effet, la réduction des tarifs douaniers sur un quota de 99 000 tonnes de bœuf exporté par le Mercosur vers l'UE (à 7,5%) et d'autres produits agricoles comme des fruits et légumes favorisera le secteur agro-alimentaire. L'accord UE-Mercosur crée ainsi des gagnants et des perdants. Parmi les perdants : les agriculteurs européens.

Ray Cathala



" Forte mobilisation à Prades, pour contester les mesures d'abattages et soutenir les éleveurs. "



Crise viticole

Une autre façon de penser

Opposé à l'arrachage massif, le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) prône l'effort d'adaptation du produit.

Face à la crise viticole, le syndicat agricole répète son opposition à l'arrachage de vignes.

« Le plan d'arrachage ne résout pas le problème de surproduction car cela concerne bien souvent des vignes peu productives ». L'an dernier le dispositif mis en place a réduit l'espace occupé de 27 500 hectares de vignes en France dont 2 500 hectares dans notre département, accompagnant l'arrachage avec une aide de 4 000€ par hectare.

Un prix garanti pour relancer la filière

Le MODEF martèle ainsi que l'arrachage n'est pas une solution et que seule une meilleure rémunération permettra à la filière de se relever. Une position à contre-courant des instances de la filière. En effet, l'Association générale de la production agricole demande encore un nouveau plan d'arrachage primé avec des Fonds européens et nationaux alors que l'impatience monte dans le monde viticole car les mauvais rendements de la récolte 2025 semble accentuer le désir d'arrachage. Il s'agirait de réduire les surfaces déficitaires ou quitter le métier. L'arrachage ne fera qu'accentuer la crise. Dans

les P.O. nous exploitons 30 000 ha, nous sommes tombés à 19 800 ha : « ça prouve que ça ne marche pas » assure le syndicat qui appelle « à une juste rémunération des vins et une meilleure répartition des marges ».

Les négociants doivent jouer le jeu. Ils imposent des prix d'achat très bas et eux ne réduisent pas leurs marges. Le prix de vente du vin dans le commerce n'a pas baissé. Les producteurs se trouvent dans l'obligation de baisser leur prix de vente. Dans le cas contraire, les négociants n'achètent pas dans les coopératives.

Le syndicat MODEF milite pour des prix plancher garantis par l'État, dans le cadre d'Egalim*, où les prix d'orientation sont jugés, pour l'instant, pas assez contraignants. « Il n'y a pas de raison qu'il y ait un prix de misère payé au vigneron et que le consommateur paye au prix fort le vin au restaurant. Nous voulons que l'État intervienne pour qu'il ne soit plus possible d'acheter en dessous du prix rémunérateur. Tant que ce ne sera pas réglé, nous aurons toujours plus de friches et des territoires à l'abandon ».

Adapter nos productions aux demandes

Si il y a une « dé-consommation » de certains vins, cela impose aux producteurs une adaptation de l'offre, tenant compte de ce qui plaît. Certains produits se vendent bien, aujourd'hui. Le consommateur réclame plus de vin blanc et des bulles, voire des vins sans alcool. Nous devons être capables de produire ces vins, pour répondre à la demande plutôt que de dire non, et donc arracher des hectares. Si la rémunération est un levier, le syndicat pose aussi la question du fonctionnement de la PAC et évoque des outils comme l'indemnité pour compenser les contraintes écologiques et climatiques. « Il faut donner revenu et trésorerie aux vignerons pour qu'ils puissent continuer l'exercice de leurs métiers ». Le syndicat alerte donc, dans la région, sur une crise viticole aussi forte en 2025 qu'en 1907. Il redoute l'étincelle mais préfère travailler en amont pour ne pas en arriver là.

Jean Vilert

*Loi égalim : loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs adoptée le 18 octobre 2021.

Laïcité

Un débat à venir salubre

« 120 ans de loi de séparation des églises et de l'État 1905/2025, où en sommes-nous aujourd'hui ? »

Suite à une année de rencontres et d'actions pour défendre les droits, tous les droits et les libertés, pour toutes et tous, la section de Perpignan Pyrénées-Orientales de la Ligue des Droits de l'Homme organise le samedi 15 novembre après-midi, après son

assemblée générale annuelle, une conférence-débat sur la Laïcité à l'occasion de l'anniversaire de la loi de 1905 avec Daniel Boitier* et Joelle Cordesse*, au Palais des Rois de Majorque à Perpignan. (Inscription nécessaire par mail ou tel).

Accueil à 14h. Dominique No-guères, présidente de la LDH66.

Inscription avant le 13 novembre sur le lien suivant : <https://frama-date.org/RGslaviZkwec5Lea> ou par sms/tel au 06.80.42.46.54

• **Daniel Boitier** : philosophe, co-animateur du Groupe de Travail Laïcité et ancien membre du Conseil National de la LDH.

• **Joelle Cordesse** : enseignante, docteur en science et philosophie du langage, militante du

GFEN (Groupe Français d'Éducation Nouvelle), ancienne membre associée des CEMEA (Centre d'Entraînements aux Méthodes d'Éducation Active) membre active du LIEN (Lien International d'Éducation Nouvelle).

Conseil départemental

Les assistants familiaux ont fait grève, massivement



Elles et ils sont les familles d'accueil. Le métier n'est pas facile. Depuis plusieurs mois, ils réclament au département des aménagements et des moyens à la hauteur de leurs missions. Le temps passe. Ils s'impatientent.

Elles et ils sont 238 sous contrat avec le département, dont 223 en activité (118 étaient en grève). « Ce chiffre est en baisse par rapport aux années précédentes, ce qui en dit long sur les difficultés rencontrées. Le recrutement devient difficile » explique l'une des porte-parole. Actuellement, 650 enfants et adolescents bénéficient d'un placement en famille d'accueil. 7 jours sur 7, 24h/24, toute l'année. Les autres enfants placés rejoignent, souvent dans l'urgence, les établissements spécialisés dédiés.

Deux revendications centrales

La première demande concerne les moyens. S'appuyant sur leurs dépenses réelles moyennes ainsi que sur l'exemple d'autres départements (Lozère, Hérault), les agents du conseil départemental réclament une hausse de « l'indemnité d'entretien », somme servant uniquement les dépenses liées à l'enfant accueilli. Elle est aujourd'hui de 15€/jour. « Nous réclamons 20€. A partir du 20-25 de chaque mois, on pioche dans nos comptes personnels pour subvenir aux besoins élémentaires du jeune accueilli. Dans d'autres départements, l'indemnité est bien supérieure et dépasse les 20€ » poursuit l'assistante familiale, évoquant les 25 € de l'Hérault. La deuxième revendication évoque le temps libre, notamment les week-ends. Les salariés réclament d'être « libérés » un week-end par mois. « Ce n'est pas trop. Nous en avons tous besoin. C'est une question de volonté et d'organisation. C'est tout. Et nous avons des propositions concrètes à faire. Sur ce dossier non plus, nous n'avons pas ». Elle poursuit : « nous avons quand même obtenu le droit à la déconnexion. Nous avons maintenant un téléphone profes-



© Michel Marc

sionnel pour tout ce qui concerne l'enfant, sa famille, les éducateurs et l'administration. Notre téléphone personnel ne sert plus dans le travail. C'est une belle avancée ». Un lâcher de ballons blancs, symbolique, a été effectué. Une délégation a ensuite été reçue par un responsable du conseil départemental.

Michel Marc

Mémoire-D'hier à aujourd'hui, pourquoi résister ?

Moment d'échanges et d'histoire autour du DVD « Les anges en enfer » et de la lecture musicale de « Matin brun » de Franck Pavloff.

C'est à la salle des fêtes de la commune de LIO, le vendredi 31 octobre dernier, que plus de 60 personnes ont participé à la soirée organisée par la mairie, les associations Art et Partage 66 de Saillagouse, Prev'actions 66 et Les Amis du TC. Cette soirée s'inscrivait dans la lignée du devoir de mémoire et l'appel à la vigilance. Dans un premier temps a été diffusé le film « Les anges en enfer » relatant la résistance en Cerdagne et le réseau de passage durant la seconde guerre mondiale au niveau du mas Partiras. Ce documentaire, porté par l'association Les Amis du TC, a permis d'écouter le témoignage de Jordi Pere Cerda, alors résistant. Puis, ce fut la présentation d'une lecture musicale inspirée du livre Matin brun de Franck Pavloff, dans lequel l'auteur raconte comment un régime totalitaire peut se mettre en place rapidement par manque de vigilance ou si, par peur ou soumission, nous acceptons de perdre des libertés fondamentales. Lecture effectuée par l'association Art et Partage 66.

La soirée s'est conclue par un apéritif, offert par la municipalité, autour duquel les convives ont pu échanger, discuter et rester vigilants.

Michel Martinez



Une assistance nombreuse, très concentrée.

Avis de Décès

Patrick Kerambellec est décédé dans la nuit du 31 octobre des suites d'une maladie pendant laquelle il a été entouré de l'affection de sa famille. Il était l'époux de Michelle Kerambellec, militante du PCF66 depuis toujours, trésorière et membre du bureau de la fédération

des P.-O. pendant de nombreuses années. Michelle et Patrick se sont construits ensemble depuis leur jeune âge, complémentaires dans leurs activités professionnelles et parents aimants. Patrick était passionné de pêche et de bateau. Il était unique à savoir

réparer les embarcations les plus réfractaires. Sa personnalité attachante reste comme une présence dans les cœurs de ceux qui le connaissaient. Le Travailleur Catalan adresse ses condoléances à Michelle, à ses enfants et ses petits-enfants.

LE P.O.T Rando' Club¹

Dimanche 9 novembre 2025 Arboussol.



Le territoire de la commune s'étend du lac de Vinça au Sud jusqu'au pic de Bau (1025 m) et au col de Gués (821 m) au Nord, face à la montagne sacrée des Catalans : le Canigou. Son territoire est presque exclusivement granitique. Les nombreuses terrasses témoignent de l'activité qui fut la principale du village : la culture de la vigne.

La commune d'Arboussols regroupe deux vil-

lages puisque le hameau de Marcevol a été rattaché à la commune en 1822. La première mention connue du village date de 950 où il est cité sous le nom de « Vila Arbussolas ». L'origine du nom de ce village est difficile à expliquer mais on peut par exemple l'attribuer à un dérivé du mot latin arbustus (petit arbre, bosquet) puisque les bosquets abondent là où semble se situer le village primitif. L'église

Sainte-Eulalie d'Arboussols fut une possession de l'abbaye de Cuixà de 1011, date de sa première apparition dans les textes en tant que dépendance du monastère bénédictin, jusqu'à la Révolution. Située à 1.5 km au nord d'Arboussols, c'était l'église paroissiale de l'ancien village. En raison de son éloignement, elle fut délaissée par les habitants du village qui s'étaient installés plus au sud près d'une église dédiée à St Sauveur située à l'emplacement du village actuel.

Grâce à cet abandon, l'église Sainte-Eulalie a conservé ses caractères romans, sans ajouts postérieurs, sans réfections défigurantes².

Des précisions pour la randonnée

Durée : 3h40. **Dénivelé :** 320 m. **Difficulté :** facile. **Conditions :** licence annuelle 40 euros. **Repas grillade :** apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 RdV au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Pour se renseigner, tél à Jean-François : 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(1) Le Perpignan Omnisports des Travailleurs-es, association affiliée à la F.S.G.T.

(2) La suite sur www.letc.fr rubriques département/sport/culture.

En Català



Les cinc arquas

Capitol 3 (1)

El trajecte de Perpinyà fins a París ja fa anys que només dura tres hores. Quan el TGV arriba a prop de la capital alenteix un xic. De manera fugitiva els viatjants poden endevinar a través dels vidres part de la vida dels suburbis. En realitat, lo de la partició entre espais, l'un integrat i l'altre no, és més complex en la vida entorn de i de les altres grans ciutats que ara

París són organitzades en cercles concèntrics. En el cercle central ja fa temps que només hi poden viure els que tenen molts diners, enmig dels ministeris, seus dels grans bancs i altres empreses; el segon cercle és el dels que sense poder gaudir dels privilegis més importants encara poden aprofitar-se de grans barris residencials, amb espais verds, totalment segurs; aquest són perfectament integrats, van i venen cap al centre de la ciutat, els seus xips al dia. I, ben segur, accepten, i de vegades beneficinen, de totes les aportacions que això els hi procura, fins a les més anecdòtiques. Per exemple, ja fa temps que és fàcil de saber quant de temps una persona ha caminat durant el dia; i si acceptes (lo que la majoria de la gent fa) que la

teva empresa tingui accés a aquesta informació, pots aconseguir una prima; sí, tothom sap que és bo de caminar, bo per la salut, i bo també per l'empresa, és clar...

I a la perifèria de tot això viuen els desclassats de la societat, els uns sense feina, altres més o menys delinqüents, tots pobres en tot cas, fins i tot els que tenen molts diners. Els diners els hi serveixen per lluir enmig dels seus semblants, per seduir les dones del seu espai, mes molt pocs poden integrar la vida de més enllà del perifèric. De totes maneres, sense xip, no poden ni apropar-se dels dos altres cercles.

Aquí, les lleis són altres.

Tot això és molt ben organitzat, i la "Intel·ligència Artificial" ajuda cada dia més a mantenir l'estabilitat de les particions entre els diferents llocs i categories socials.

El tren travessa primer els suburbis més pobres; encara és a alta velocitat, que no permet que a través de les finestres paisatges i gent tinguin temps d'existir realment. Després va perdent velocitat, a poc a poc els espais van guanyant estabilitat. I quan arriba a l'hipercentre té tot el temps per admirar l'entorn. Paradisiac. Bé, paradisiac segons la imatge usual de lo que ha de ser un paradís, sense arrugues... (seguirà)

C&C



Le jour se lève enfin à l'USAP

Les Catalans encore défaits à Pau (27-23) ont enfin rallumé l'amour du maillot. Premier point de bonus.

Huit matchs sans avoir pu ramener le moindre point au classement. Il fallait bien que cette très mauvaise série s'arrête un jour. Non, l'USAP n'a pas ramené de Pau les quatre points de la victoire, même si le coup n'est pas passé très loin, mais elle a prouvé sur ce match qu'elle pouvait rivaliser avec une grosse écurie du Top 14. Toutes les tractations en coulisses, les remous chez les supporters, les attaques sur les réseaux sociaux ont peut-être fait grandir cette équipe catalane et galvanisé ou responsabilisé les joueurs qui finissaient par ne plus croire en leur potentiel.

Un nouveau staff plein de promesses

Même si Nicolas Nadau pour coacher les lignes arrières et Joe Worsley pour le travail défensif ont plus rapidement adhéré aux propositions du club, ce fut plus difficile pour Laurent Labit qui voulait, avant de rejoindre l'USAP, obtenir certaines garanties de la part de la direction du club. Outre la durée du contrat et évidemment le salaire, obtenir l'assurance de pouvoir compter sur quelques joueurs supplémentaires ou jokers médicaux, aux postes de seconde ligne et (ou) demi d'ouverture, voire demi de mêlée, pour meubler un effectif décimé encore cette saison par quelques blessures de longue durée. Même si ce staff ne prendra ses fonctions que dans quelques jours, ces trois signatures ont, semble-t-il, boosté un effectif

qui somnolait depuis le début de la saison. Un groupe revigoré, d'autre part, par la présence de jeunes élevés à la mamelle Usapiste.

Un vent de fraîcheur

Voir des jeunes catalans porter et défendre le maillot sang et or n'est pas pour déplaire au supporter qui commençait sérieusement à enrager suite aux problèmes que connaissait son club, même si tout est loin d'être résolu. Posolo Tuilagi a été vraiment brillant en attaque faisant avancer son équipe ainsi qu'en défense avec 21 placages réussis. Sans complexe les Bastien Chinarro, Andro Dvali, Job Poulet ou autre Maxim Granell ont su activer, par leur implication, le levier de la révolte Usapiste. D'ailleurs Granell a, pendant son intérim au poste de demi de mêlée, démontré toute sa vivacité et sa rapidité de passe qui ont permis d'efficaces lancements de jeu qui auraient pu connaître meilleur sort avec moins d'empressement et plus de maîtrise. Cette folle envie de rapidement enflammer la rencontre dans les dix premières minutes a fait commettre aux Catalans de nombreuses fautes (9 pénalités dans les onze premières minutes) qui ont permis aux Palois de prendre une avance certaine au score. Il est bien connu que l'arbitre surveille d'un œil plus vigilant l'équipe sensée être la plus faible, souvent celle qui défend, car c'est celle qui commet le plus de fautes. Par contre dès que les Catalans ont réussi à mettre la main sur la rencontre en seconde pé-

riode, les décisions arbitrales se sont aussitôt inversées. Pour les prochains matchs nécessité de savoir gérer le plus tôt possible ce genre d'attitude arbitrale.

Ce point de bonus défensif n'est pas une fin en soi mais récompense une équipe dont le moral était atteint. Pau n'a-t-il pas pris l'USAP de haut en laissant quelques titulaires au repos ? Possible. Quoi qu'il en soit les Catalans ont fait preuve d'une envie et d'une fougue qu'ils n'avaient encore pas montrées depuis le début de la saison à l'image d'un Tom Ecochard, gavatx de naissance mais attaché à son USAP depuis son plus jeune âge. Son discours mobilisateur et plein d'espoir à la fin du match avec un doigt pointé sur le blason : « *aujourd'hui on a remontré ce qu'était l'USAP* » prouve bien la détermination de cet emblématique joueur. Même s'il arrive au crépuscule de sa carrière il reste un exemple et devient un leader de vestiaire dont l'équipe a grand besoin.

Certains joueurs étrangers ont aussi compris ce que représentait le club catalan pour le département, à l'image de Max Hicks ou Jamie Ritchie qui sont devenus de véritables symboles pour cette équipe et des coqueluches pour le supporter.

Alors défaite sur le terrain ou victoire dans les têtes ? Avec le nouveau staff, la réception le 22 de Montpellier... à l'extérieur, après la trêve internationale, sera un élément de réponse.

Fins aviat

Jo Solatges

Aujourd'hui Musiques

Une belle longévité



Le festival de la création sonore et visuelle fête ses trente ans, à suivre du 14 au 23 novembre.

Présentant l'édition 2025 du festival *Aujourd'hui Musiques* dans le Carré de l'Archipel, Jackie Surjus-Collet se réjouissait d'avoir accueilli le 50 000^e spectateur de la scène nationale. Que du bonheur, donc. Et une flopée de festivités annoncées à partir du 14 novembre, pour une édition raccourcie d'une journée « en raison des contraintes budgétaires. »

Un éclectisme subtil

« Une programmation pointue et accessible » déclarait la directrice, programmation qui, comme chaque année, mêle la musique contemporaine aux autres arts comme la danse, la littérature, les arts plastiques. Le tout entre Archipel et El Médiateur. En chiffres, cela comprendra dix-sept spectacles et trente et une représentations, dont des rendez-vous en entrée libre, des ateliers de pratique, des répétitions ouvertes, des spectacles jeunesse, des résidences, une installation sonore et chorégraphique. Se tiendront aussi deux rencontres professionnelles pour aider les artistes. La manifestation est traversée par la volonté de cultiver la curiosité du public, de le faire participer. Tout comme elle est guidée par le souci du féminisme, des projets transfor-

matiers. Elle est riche de nombreux partenariats, Conservatoire, IDEM, Médiathèque, lycée Lurçat...

Parmi les artistes invités, on retrouve des habitués comme Maguelonne Vidal, Franck Vigroux, Alex Augé, l'ensemble Links de Rémi Durupt...

Premier concert le 14 novembre

C'est ce dernier, l'ensemble Links, qui fera l'ouverture le 14 novembre avec un concert percussions voix sur des musiques du compositeur américain, Steve Reich. Citons également, le même jour, une création pour jeune public dès 4 ans, Galaxie provisoire avec objets visuels, sons et voix. Pour ce spectacle des séances scolaires sont organisées. Le 15 novembre *Bruits blancs* sera un moment entre musique et création littéraire dans l'espace panoramique du 7^e étage. Rendez-vous aussi avec le violoncelliste Gaspar Claus le 16 novembre. Et un duo de violoncelles au lever et au coucher du soleil, le 18. Et bien d'autres à découvrir jusqu'au final dansant, Rave Lucid, d'abord et le DJ Set Chillohm.

La totalité du programme est sur www.theatre-delarchipel.org

Nicole Gaspon

Où sortir ?

Perpignan

Archipel Vendredi 7 novembre à 20h30 | **Macbeth** William Shakespeare, David Gauchard, Compagnie L'unijambiste | De 10 à 30€. Samedi 8 novembre à 16h30 | **À ma place** | De 8€ à 10€. Vendredi 14 novembre à 19h45 et dimanche 16 novembre à 17h15 | **Quatuor à cordes opale** | Entrée libre.

Institut Jean Vigo | Jeudi 13 novembre à 19h30 | Projection - **Films muets Gaumont # Histoire du cinéma : les 130 ans de Gaumont** | Gratuit.

El Médiateur | Samedi 8 novembre à 20h30 |

Rap - Bakar+ Dakeez | 27€/réduit 24.30€.

Jeudi 13 novembre à 20h30 | **Electro / Cumbia - La Yegros + El Gato Negro « Song System »** | 22€/réduit 19,80€.

Place de la République | Dimanche 9 novembre à 15h30 | Cuba - **Les chants de la Trova : Ludmila Merceron** | 20€/réduit 10€.

Théâtre Municipal de Perpignan | Samedi 15 novembre à 18h | **L'hommage musical à Boismortier** | 5€.

Cabestany

Centre culturel Jean Ferrat | Samedi 15 novembre à 15h30 | **Le chemin des métaphores** cie Singe Diesel | 12€ réduit 6€.

Nefiach

Salle des fêtes | Vendredi 7 novembre à 18h30 | Concert - **"Folk - Pop-psyché 70'S"** avec le groupe Pneumatic Serenaders | Entrée libre.

Pollestres

Avenue Pablo Casals | Mardi 11 novembre à 17h | Concert - **Chants de Mémoire** | Gratuit.

Port-Vendres

Ciné Théâtre Vauban | Dimanche 9 novembre à 17h | Spectacle - **J'avais un beau ballon rouge** | 8€/réduit 6€.

Saint-Cyprien

Salle Escaro | Dimanche 9 novembre à 17h | Théâtre - **Le Cartel de Guillot ou Le Combat Ridicule** par la Compagnie les Fourberies du Canigou | 8€.

Saint-Estève

Théâtre de l'Étang | Samedi 8 novembre à 20h30 | Ballet - **Emoção** émotion brésilienne | 20€/réduit 15€. Vendredi 14 novembre à 20h30 | Ballet - **La Belle au Bois Dormant** | De 35 à 39€.

annonces légales - annonces légales

COMMUNE D'ALENYA

AVIS AU PUBLIC

Modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU)

Le public est informé que, par délibération du 3/11/2025, le conseil municipal de la commune d'Alénia a approuvé la modification n°3 du PLU portant sur l'accompagnement

d'une opération de renouvellement urbain sur le site de Las Motas, l'intégration au PLU des règlements des lotissements devenus caducs (la Colomine zone d'habitations et d'activités, et la Llose), le toilettage du règlement écrit du PLU et ajustement du règlement graphique.

Cette délibération est affichée en mairie à l'endroit habituel de l'affichage municipal, et ce pendant une durée d'un mois à compter du 04/11/2025. L'entier dossier correspondant est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Suivez-nous





Ambiance de rave

La musicienne Lucie Antunes et le chorégraphe Mehdi Kerkouche signent « 360 » un spectacle qui est aussi une expérience inédite.

Dans le projet artistique de l'Archipel, six artistes dits « complices » apportent leur sensibilité, leur regard, un partenariat de trois ans de 2024 à 2027. Lucie Antunes et Mehdi Kerkouche sont de ceux-là, elle, originaire de Perpignan est percussionniste et compositrice, lui, chorégraphe et metteur en scène. De leur collaboration est né 360, un spectacle mêlant chorégraphie trépidante et musique lancinante aux basses puissantes qui était donné deux soirs de suite dans le Carré de la scène nationale.

Dès l'entrée, on devine que la soirée ne sera pas banale, le public se voit remettre des bouchons d'oreille et constate que les sièges ont été enlevés, tout le monde s'installe au sol. Au centre, une structure métallique, sorte d'échafaudage conique, c'est la scène. Quand la musique fond sur vous et que les danseurs montent sur la structure scénique, c'est parti, embarquement pour une expérience incroyable. Les huit danseuses et danseurs commencent par sauter, longuement, puis se meuvent, se battent, s'enlacent, grimpent sur

les plus hauts niveaux de la structure, c'est complètement débridé, charnel, violent, formidablement expressif. Une parabole des enjeux à l'œuvre dans nos sociétés. Impossible pour les spectateurs de ne pas se mettre debout pour participer à cette bacchanale, cette rave artistique. Au final, d'ailleurs, les danseuses et danseurs descendent dans la salle pour un moment de communion, « d'empathie réciproque » comme le dit Mehdi Kerkouche.

N. G.

Film - L'étranger

Le pari de François Ozon, en adaptant le célèbre roman d'Albert Camus, est visiblement gagné.

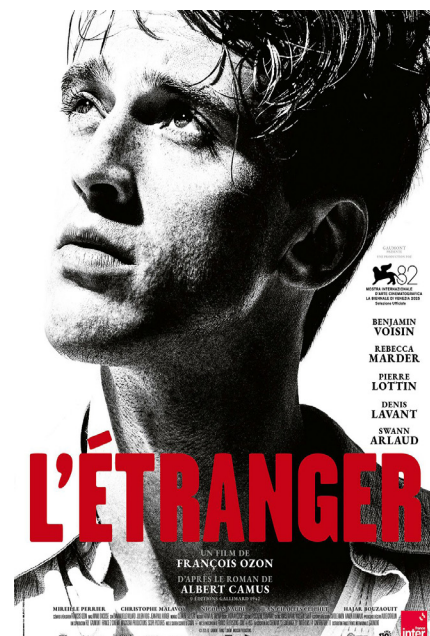
Alger, 1938. Meursault, un jeune homme d'une trentaine d'années, modeste employé, enterre sa mère sans manifester la moindre émotion. Le lendemain, il entame une liaison avec Marie, une collègue de bureau. Puis il reprend sa vie de tous les jours. Mais son voisin, Raymond Sintès, vient perturber son quotidien en l'entraînant dans des histoires louches jusqu'à un drame sur une plage, sous un soleil de plomb...

Une nouvelle génération d'acteurs

On ne ressort pas indemne de la projection du dernier film de François Ozon. Un film qui vous prend par la main (la tête et le cœur aussi) avec bienveillance pour vous accompagner, par un jeu subtil de noir et blanc, dans une errance aux côtés de l'énigmatique Meursault. La réussite tient d'abord au talent de cinéaste de François Ozon qui confirme, s'il en était besoin, une place de choix dans le cinéma français contemporain. Dans une mise en scène sublime, il parvient à créer une véritable œuvre visuelle, presque plastique. Le poids du soleil écrasant, les parfums d'Alger et le répit d'une ombre peuvent être ressentis

physiquement. Le montage du film, contemplatif, renvoie le temps à l'espace du tableau raconté. Benjamin Voisin est impressionnant, il parvient à réaliser l'exploit d'incarner, de devenir un Meursault crédible, alors que le personnage même est caractérisé par son manque de motivations, par son apathie. Voilà un personnage qui ne triche pas, qui ne ment pas et qui répond à toutes les questions avec une sincérité froide et déconcertante. À ses côtés, Rebecca Marder, Pierre Lottin et Swann Arlaud livrent eux aussi une prestation plus que convaincante, ancrée dans le temps du récit. C'est que les jeunes interprètes – nouvelle génération surdouée et brillamment dirigée – semblent tous habités par leur personnage. *L'Étranger* d'Ozon est une œuvre chimérique, presque irréelle, où les frontières entre réalité et délire sont constamment brouillées, permettant au cinéaste de donner vie à des images qui, longtemps encore après la fin de la projection, hantent l'esprit du spectateur par le mysticisme qui les habite.

Jacques Pumaréda



Exposition

Rétrospective Patrick Jude

La galerie Acentmètreducentredumonde propose un vaste panorama des œuvres du peintre banyulenc. Un événement.

Patrick Jude *l'essentiel*, c'est le titre de l'exposition en forme d'hommage que l'on peut voir à la galerie perpignanaise jusqu'au 31 janvier. Étienne Sabench, ancien collègue du peintre au musée de Céret et Peggy Merchez en sont les commissaires, mais aussi amis du peintre. Pour le plasticien Étienne Sabench, cette exposition était nécessaire tant l'œuvre de Patrick Jude « *est trop méconnue alors qu'il s'agit d'un grand peintre, auteur d'une œuvre sincère et intègre, un artiste sans concession porteur d'un regard singulier sur le monde, un artiste qui, durant 50 ans, n'a cessé de dénoncer la tyrannie et les pouvoirs.* »

Pour *Mémoire des murs*, la toile est remplacée par du PVC, on y voit du papier peint, du carrelage, de la robinetterie, des photos évoquant la guerre... La chair est faible évoque la femme, Les « *géoaanatomies* », les organes du corps atteints par les agressions, renvoient à « *la fureur du monde.* » Les feixes, ce qui est le plus connu, représentent les terrasses viticoles de Banyuls, mélange de sable et de pigments, ils figurent « *l'effacement d'un monde.* » Tout en haut, l'apothéose, Les citations, là, le peintre se confronte aux grands maîtres, Caravage, Courbet, Rubens... pour déconstruire leurs toiles emblématiques en y introduisant des éléments, des couleurs... c'est saisissant.

Un travail d'une incroyable puissance, d'une formidable liberté, Patrick Jude regarde le monde avec acuité, ses œuvres vous empoignent, vous ébranlent.

Une exposition « *essentielle* », qui, n'en doutons pas, fera date.

Nicole Gaspon



Un choix d'œuvres collectif

Philippe Martin, qui a aussi participé à l'organisation, insistait sur le « *choix collégial* » des 130 œuvres qui occupent les 1 200 mètres carrés de la galerie, « *l'espace qu'il fallait* » ajoute Étienne Sabench.

Patrick Jude est né à Perpignan en 1944, professeur en école d'art, il a travaillé dès les années 90 au service pédagogique du musée de Céret, il vit à Banyuls-sur-Mer. L'exposition témoigne des multiples facettes de son expression, de son talent. En exergue on peut lire de lui une citation éclairante : « *la sobriété et le choix des couleurs, la brutalité du graphisme, la simplification parfois choquante d'une histoire, d'un fait ou d'un état, bâtissent ma démarche picturale.* »

Un regard affûté sur le monde

Reste à se lancer dans le parcours chronologique qui se déploie sur trois niveaux, rythmé par les différentes manières du peintre, ses engagements. D'abord la série Ducon la joie où il utilise un mode de représentation issu de la pub. Qu'on retrouve dans les Triptyques et le printemps à Montredon qui dénoncent clairement le fascisme, le racisme, la colonisation, mais de façon satirique, d'un humour ravageur. L'artiste utilise les superpositions où se glissent des références autobiographiques.



Vos dons, votre journal

Un grand merci à toutes celles et ceux qui font un don !

Votre soutien est précieux et nous aide à avancer chaque jour un peu plus vers nos objectifs.

Serge Manaut 100€ - Didier Bardevaut 50€ - Marina Fuster 100€ - Michèle Devaux 100€ - Pierre Vilert 100€ - Jean Vilert 150€ - Juliette Bazile 50€ - Claudine Orain 30€ - Jean-François Chèvre 50€ - Marie-Françoise Sanchez 100€ ...

Féminisme

Le consentement entre dans la définition pénale du viol

Au terme de deux ans de travail législatif, la loi sur le consentement a été définitivement adoptée à l'Assemblée nationale.

« Nous venons d'obtenir une victoire historique », ont réagi les deux parlementaires à l'origine du texte, l'écologiste, Marie-Charlotte Garin et Véronique Riotton, Renaissance, saluant « une avancée majeure dans la lutte contre les violences sexuelles ». C'est ainsi que les députés ont voté pour introduire la notion de « *consentement libre et éclairé, spécifique, préalable et révoquant* » dans la définition pénale du viol et des agressions sexuelles. Seule l'extrême droite s'y est opposée. « Avec ce texte, l'amour devient un formulaire. Nous glissons vers une sexualité froide » a tenté de justifier, sous les huées, l'inénarrable députée des Pyrénées-Orientales du Rassemblement national Sophie Blanc. Depuis 2016, la France a connu une augmentation spectaculaire du nombre de victimes de viol. En 2024, ce chiffre a été multiplié par trois. Malgré cette hausse inquiétante, le nombre de condamnations pour viol n'a pas suivi la même progression, augmentant à un rythme bien inférieur à celui du nombre de victimes. Cette situation met en lumière une réponse pénale inadaptée à la réalité des violences sexuelles subies.

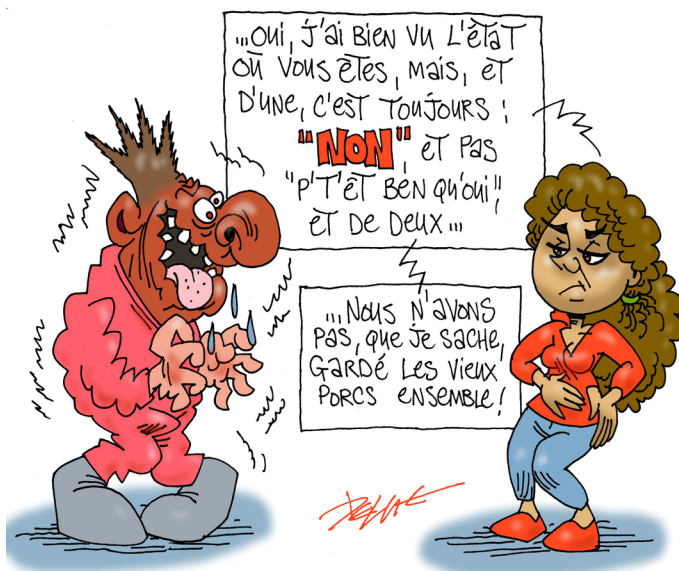
De la culture du viol à la culture du consentement

L'enjeu de la nouvelle législation est de taille : il s'agit d'opérer une transformation profonde de la société, en passant d'« une culture du viol » à « une culture du consentement ». Ce changement marque une rupture avec une vision antérieure où la victime devait prouver qu'elle n'avait pas consenti, et où la responsabilité de l'agression pesait trop souvent sur elle. Désormais, la charge de la preuve s'inverse : c'est à l'auteur présumé des faits de démontrer que le consentement a bien été donné.

Des moyens insuffisants face à l'ampleur du problème

La Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles a déjà alerté sur la nécessité d'accompagner

Faire rentrer la notion de consentement dans les crânes : pour certains, y a encore du boulot ...



cette loi d'une formation des magistrats, des policiers et gendarmes, et d'une « véritable éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle », déjà prévue dans la loi mais inégalement appliquée en milieu scolaire faute de moyens. Alors que le budget à venir s'annonce funeste pour les associations d'aide aux victimes de violences, face à une justice déjà exsangue et largement imprégnée de mécanismes patriarcaux, le combat est encore loin d'être gagné.

Evelyn Bordet

Apprentissage : sois jeune, pauvre et tais-toi !

Alors que les députés discutent en ce moment de la baisse du budget pour les apprentis, c'est toute la filière qui doit être repensée pour rendre justice aux jeunes travailleurs.

GRILLE DES RÉVISIONS DES SALAIRES

	1ère année	2ème année	3ème année
-18 ans	385€ -101€	556€ -146€	784€ -188€
18-20 ans	613€ -161€	727€ -188€	956€ -188€
21-25 ans	756€ -188€	870€ -188€	1113€ -188€
+26 ans	1456€ -188€	1456€ -188€	1456€ -188€

Il n'aura échappé à personne que le projet budgétaire actuel est hostile aux jeunes, avec pour les étudiants la baisse de l'APL ou pour leur famille la suppression de la réduction d'impôts pour frais de scolarité. Mais, comme si s'attaquer aux étudiants ne suffisait pas, les macronistes visent également les apprentis en leur supprimant les exonérations de cotisations sociales. Un coup de rabais de 100 à 180€ mensuels au pécule d'une population déjà sous payée par les entreprises (voir tableau). Tout cela couplé à la baisse d'aides aux entreprises pour l'embauche des alternants. Une aide qui peut s'élever jusqu'à 5 000€ pour les entreprises de moins de 250 salariés, rendant in fine possible la suppression de 65 000 postes d'apprentis d'ici la fin de l'année selon l'Insee.

Le plus terrible dans l'histoire, est qu'à la base, la mise en place de l'alternance était censée aider les jeunes à rentrer dans le monde du travail. C'est devenue une manne d'argent public pour les entreprises privées, créant ainsi des emplois perfusés avec les grandes entreprises utilisant les contrats d'apprentis pour remplacer des emplois à plein temps, exposant des jeunes travailleurs à une précarité accrue et à un risque d'accident professionnel plus élevé. Au-delà des coupes budgétaires, c'est tout le modèle d'apprentissage qui doit être repensé, en considérant les apprentis comme de véritables travailleurs, formés, rémunérés dignement et protégés par un cadre légal clair. Aujourd'hui, c'est une « variable d'ajustement » budgétaire.

ArcelorMittal

La nationalisation s'impose

ArcelorMittal a fait main basse sur les hauts-fourneaux, en France et en Europe en se servant des infrastructures publiques et des subventions de l'État pour augmenter ses profits.

Arcelor-Mittal : un combat nécessaire



Après s'être gavée, la multinationale ferme boutique. Cette logique de milliardaires sans scrupules met en péril les sites de production d'acier vitaux pour l'avenir de toute l'industrie. Française et européenne. Peu soupçonnables d'être des révolutionnaires, les parlementaires britanniques ont déjà voté une loi pour prendre le contrôle de leurs hauts-fourneaux. La France a l'opportunité d'en faire autant en ouvrant le chemin de la nationalisation des actifs d'ArcelorMittal.

Ce serait, au-delà de la dimension morale après tant d'argent public offert sans aucun engagement, d'une efficacité totale pour sauver les emplois et muscler un outil industriel indispensable, qui doit absolument réussir le virage de la décarbonation. La droite sénatoriale vient de rejeter une proposition de loi portée par le PCF demandant la nationalisation d'ArcelorMittal pour garantir la relance industrielle, protéger l'emploi et le climat. En France, ce sont 15 400 salariés répartis sur une quarantaine de sites dont les

hauts-fourneaux stratégiques de Dunkerque et Fos-sur-Mer. En 10 ans, Mittal a déjà englouti près de 400 millions d'euros d'argent public pour verser, en 2024, plus d'1 milliard de dollars de dividendes à ses actionnaires et supprimer plus de 1 000 emplois !

Des projets émergent

Un autre projet de loi sera présenté à l'Assemblée nationale le 27 novembre par la France insoumise, ainsi qu'une demande de mise sous tutelle du site de Dunkerque émanant du PS...

Si la gauche saisit à bras le corps la question d'une nationalisation des actifs stratégiques du sidérurgiste, le débat ne se limite pas à la sphère politique. La CGT revendique également cette nationalisation pour assurer les investissements nécessaires à la décarbonation de la production d'acier et pérenniser l'activité en Europe. Le syndicat est en train de monter un projet et de mener des études. À Dunkerque, ArcelorMittal a suspendu un projet d'investissement massif d'1,7 milliard d'euros, dont près de 850 millions d'aide promise par l'État, qui consistait à construire une unité de réduction directe de fer et deux fours électriques, justifiant



cette décision par la non-compétitivité de l'acier produit en Europe. Finalement, sous pression, ArcelorMittal a annoncé qu'il « avait l'intention » d'investir 1,2 milliard d'euros, sous réserve de la mise en place de mécanismes de protection de l'acier européen. Sans acier, il est impossible de reconstruire et de réindustrialiser le pays.

Dominique Gerbault

Accord franco algérien

Du centre-droit au RN, convergence affirmée

La victoire parlementaire des lepénistes sur la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968, avec le concours de LR et d'Horizons, témoigne de la convergence idéologique et parlementaire entre l'extrême droite, la droite et une partie du « bloc central ».

Si les débats et votes sur le budget à l'Assemblée nationale peuvent sembler confus à beaucoup, il n'en demeure pas moins qu'ils agissent comme un terrible révélateur politique. Ce qui s'est joué dans l'Hémicycle, jeudi 30 octobre, avec l'adoption d'une proposition de loi présentée par le Rassemblement National, témoigne clairement d'une convergence de plus en plus affirmée entre la droite, une partie du « bloc central » macroniste et l'extrême droite. Le texte qui dénonce l'accord franco-algérien de 1968 n'aura, certes, que peu de conséquences immédiates dans le domaine diplomatique, mais il pue l'obsession raciste envers l'Algérie.

Si la convergence idéologique entre une partie de la droite et les lepénistes avait déjà eu lieu dans les discours, un cap a donc été passé avec ce vote en commun. Ce scrutin honteux exhale un parfum de lâcheté et de trahison qui rappelle le vote des pleins pouvoirs à Pétain, et qui salira pour longtemps la réputation de ceux qui l'ont rendu possible.

Ce glissement progressif de la droite vers le pire n'est pas surprenant. Lors d'une législative partielle dans le Tarn-et-Garonne opposant une

socialiste à un candidat d'extrême droite, Retailleau avait tranché : « Pas une seule voix à la gauche ».

La bourgeoisie a fait le choix du RN

Mais la convergence entre centre droit, droite et droite extrême ne s'arrête pas là. Le rejet par les mêmes de tout dispositif de taxation efficace des privilégiés fait, une fois de plus, la démonstration d'un fait historique : l'allégeance de l'extrême droite aux desiderata des ultra-riches.

Aujourd'hui les choses sont claires : le parti de l'argent a décidé d'offrir aux thèses fascistes le point d'appui qui lui manque pour faire ne plus être minoritaire et la bourgeoisie sait qu'elle peut compter sur « l'alternative » RN pour la défense de ses intérêts.

Cette concrétisation de l'union du centre droit jusqu'à l'extrême droite préjuge de l'avenir et dans cette situation, la responsabilité des forces de gauche et écologistes est immense.

R. G.

De l'unité... si us plau !

Les élections municipales avancent à grands pas, mais le contexte peut être aussi porteur de surprises, une motion de censure est toujours possible, une dissolution de la Chambre des députés peut en résulter, les décisions de Macron restent inconnues. Tout peut se télescoper dans un contexte compliqué où le(s) gouvernement(s) ne gouvernent plus grand-chose, où les finances publiques restent dans le rouge, où les difficultés sociales s'enkystent, où la balle peut être renvoyée à un électorat qui devra jouer son rôle, essentiel dans une démocratie.

Candidatons

Pendant ce temps, dans les équipes locales on prépare le terrain pour être prêts quand les échéances seront là, les forces existent pour candidater à la gestion locale. Elles prolifèrent comme si la multiplication des prétendants allait suffire, en particulier pour Perpignan, à renvoyer Aliot hors de la mairie. Chacun y est allé de sa préparation, de ses ambitions, des projets, du goût d'un pouvoir à prendre, de la persuasion que l'on fera mieux que les autres. Il y faut du sérieux et une volonté avec le secret espoir d'une chance à saisir.

Pas concernés

Le seul point faible de presque tous est qu'ils ne se préoccupent pas du tout de la nécessité de rassembler ses forces, de l'impératif de s'unir, d'opposer une force capable de chasser le rassemblement national de la plus grande ville qu'il gère (pour pas grand-chose) en tentant de faire oublier ce qu'il est. Ces soucis ne sont là que des peccadilles qui comptent pour du beurre. Les discours se multiplient sans fin.

Les projets sont nombreux, mais l'impératif numéro un empêcher le maire sortant d'arriver en tête, de poursuivre une voie qu'on lui laisse libre ne semble pas concerner les prétendants.

La liste *Perpignan Autrement* n'a pas fait son deuil d'une union impossible et elle a notre soutien. Mais c'est une exception.

Le casse-pipe

Les autres (connus ou inconnus, gloire ancienne ou jeune pousse) sont partants-partis et prêts à aller au casse-pipe quoi qu'il arrive et à endosser une responsabilité qui fera de notre ville la risée qu'elle restera dans des orientations qui ne correspondent pas à ce qu'elle est, une ville récalcitrante, et surtout pas rayonnante.

Et moi, je... Et moi, je ... Et moi j'en rêve depuis si longtemps... Un insoumis se doit de tout soumettre à son insoumission. Et moi j'ai le goût de la manœuvre et j'adore participer. Je participerai donc ! La gauche est dans le trop

plein, sa richesse, sa faiblesse. Mais ce qu'il reste de la droite a aussi des forces à jeter dans la bataille pour faire bonne mesure. De telle sorte que l'éparpillement des voix fera le bonheur de ceux qui n'attendent rien de la politique.

Le sursaut

Comme si la première des urgences n'était pas un sursaut de lucidité dans l'impératif de s'occuper de notre destin commun en s'appuyant sur soi, et sur les autres, en oubliant les frontières de son nombril, en fondant notre collectivité sans sectarisme. Est-ce beaucoup demander ?

Jean-Marie Philibert



Le Travailleur Catalan l'hebdo Abonnez-vous !

Bulletin d'abonnement
à remplir lisiblement, en lettres majuscule.

Nom : Prénom :
Adresse :
N° : Rue, Bd, Av, etc... : Nom de la voie :
Code postal ou cedex : Ville :
Mail : Tél. :

☐ Papier / 6 mois **40€** (6,70€/mois)
☐ Papier / 1 an **78€** (20€/3mois)
☐ Numérique - Papier / 1 an **100€**
☐ Numérique / 1 an **66€**

Je régle :

Date : ... / ... / ...

☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan

☐ par prélèvement automatique
Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.